

## *Pax Africana* : entre l'État et les intellectuels\*

---

Je ne sais pas au juste pourquoi je continue de débattre avec quelqu'un qui se targue de n'avoir lu aucun de mes ouvrages et qui, pourtant, se croit qualifié pour juger toute ma carrière. Je ne sais pas au juste pourquoi j'accepte de débattre avec un chercheur qui n'est pas capable de faire la différence entre l'argument intellectuel et l'injure personnelle. Je ne sais pas au juste pourquoi je croise le fer avec quelqu'un qui juge toute ma carrière sur la base d'un seul article de journal – et qui pourtant pense qu'un tel réductionnisme est digne d'un intellectuel. Peut-être est-ce plus par respect pour les lecteurs du *Bulletin du CODESRIA* que parce que je suis convaincu que ce débat va bien au-delà d'une querelle de bas étage que je le continue.

Si Archie Mafeje insiste pour faire de cette affaire une sorte de querelle qui mêle injure et argument, je peux le rencontrer à mi-distance. Je peux même faire la moitié du chemin, mais pas du tout le chemin. Cependant, je ne sais absolument pas combien de temps je pourrai continuer cet échange inconvenant. Il est clair qu'avec Mafeje, j'ai affaire à un adversaire plus impétueux et moins subtile que Wole

**Ali A. Mazrui**  
Université de New York

Soyinka, avec qui j'ai eu un débat au début de cette décennie (1991-92) dans le magazine *Transition*. Contre Soyinka, j'étais poussé à un discours d'un niveau plus élevé. Contre Mafeje, je me retrouve dans une spirale descendante d'invective superficielle.

### **Auto-colonisation : bienfaisante, bénigne et maligne**

Le Dr Mafeje semble quelque peu embrouillé par la façon dont j'utilise les deux termes « recolonisation » et « auto-colonisation ». En réalité, c'est assez simple. La recolonisation peut être le fait de pays non africains, ou des Nations Unies, ou d'autres États africains. Je réserve le terme « auto-colonialisme » à la colonisation interafricaine uniquement, en particulier lorsque ses intentions sont en substance bienfaisantes. Dans un tel contexte, la

colonisation inter-africaine pourrait faire partie de la *Pax Africana*.

Pour que l'Afrique soit capable de contrôler son destin, il faut qu'elle soit capable de se stabiliser et de se pacifier. Les pays africains les plus grands et potentiellement les plus influents ont une responsabilité spéciale dans un monde organisé sur la base d'États-nations. Il peut y avoir des occasions où un pays plus grand doit être le gardien de son frère, ou même le tuteur de son frère. La pacification interafricaine peut devenir une forme d'auto-colonisation bienfaisante – une *Pax Africana*.

La colonisation inter-africaine peut être bienfaisante, bénigne ou maligne. Elle est bienfaisante lorsque la puissance qui intervient a plus à perdre qu'à gagner dans son intervention ; et lorsque les avantages à court terme sont considérablement plus importants pour le pays occupé. L'intervention de la Tanzanie dans l'Ouganda d'Idi Amin semblerait être, à l'analyse finale, bienfaisante – car elle a mis fin aux huit années les plus brutales de l'histoire ougandaise du vingtième siècle. Archie Mafeje souligne à juste titre que les in-

tentions du gouvernement tanzanien n'étaient pas forcément bienfaites. Ce qui les motivait c'était de se défendre contre les revendications territoriales d'Idi Amin. Cependant, les conséquences de l'intervention tanzanienne furent entre autres la fin de huit années de tyrannie d'Idi Amin. L'occupation militaire temporaire de l'Ouganda par la Tanzanie était bienfaitante. Nyerere a commis une erreur en essayant par tous les moyens de ramener au pouvoir Milton Oboté – dont le deuxième gouvernement s'est révélé presque aussi catastrophique que celui d'Idi Amin. Ce fut un recul pour la *Pax Africana*.

À l'autre extrême, il y a l'intervention maligne ou la colonisation fortement préjudiciable au pays plus faible, et qui est un acte généralement perpétré dans l'intérêt absolu du pays puissant.

L'intervention bénigne est le cas où les arguments moraux pour ou contre l'intervention sont presque tout aussi décisifs. En pareil cas, les questions morales restent suspendues.

L'annexion de Zanzibar par le Tanganyika en 1964 était-elle bienfaitante, bénigne ou maligne ? Elle aurait été bénigne, n'eût été la tentative de la pérenniser. Le mariage entre Zanzibar et le Tanganyika était un mariage forcé, mais la dot du Tanganyika à Zanzibar était exceptionnellement généreuse. Zanzibar était sur-représenté dans les institutions de l'union. Les questions morales restaient suspendues. Cependant, la mariée n'ayant jamais donné son consentement, on ne pouvait faire durer l'union sans s'informer tôt ou tard de ses désirs. Il faut que Zanzibar donne son consentement à l'union. C'est alors seulement qu'on évitera à cette forme de colonisation interafricaine de devenir maligne, et qu'elle deviendra morale aux termes de la *Pax Africana*.

Dans l'analyse finale, la colonisation interafricaine ne doit jamais être permanente. Elle ne doit se produire qu'en temps désespéré. Elle doit donc prendre fin ou être légitimée par un vote du peuple colonisé. Il peut s'agir d'un référendum ou d'une participation massive dans un ordre réellement démocratique.

Je ne pensais pas que j'aurais à apprendre à Mafeje les lois de la logique. Le colonialisme européen signifiait une colonisation par des pays de catégorie A (européens). L'auto-colonisation, telle que je l'entends, c'est la colonisation par

des pays de catégorie B (compatriotes africains). Zanzibar avait été préalablement colonisée par la catégorie A (les Britanniques). Elle fut ensuite colonisée par la catégorie B (c'est - à dire le Tanganyika). En conséquence, Zanzibar a été recolonisée. Il n'y a à l'évidence aucune contradiction entre « auto-colonisation » et « recolonisation ». Tout comme « auto-conquête » est un concept significatif, « auto-colonisation » est tout aussi opérationnel. Mais l'auto-colonisation ne peut s'empêcher de devenir maligne que si elle n'est pas permanente, ou si elle est légitimée par un vote du peuple colonisé.

Cependant, entre le soi et l'autre, y a-t-il quelque chose qu'on appelle les Nations Unies ? Sont-elles un intermédiaire politique et un acteur moral ? Je pensais qu'il allait de soi, aussi bien dans mon article du *Herald Tribune* que dans ma première réponse à Mafeje, que je suis convaincu que l'Afrique a besoin des Nations Unies et de leurs agences spécialisées. Jusqu'où faut-il aider Mafeje à interpréter mes phrases ? Il y a deux formes de recolonisation que je considère comme potentiellement défendables dans certaines circonstances – par des compatriotes africains et par des Nations-Unies – multi-raciales. Il se trouve que je crois aussi bien en l'Afrique qu'aux Nations Unies, mais pour l'heure elles sont toutes deux dominées par l'Occident. Juste comme je n'ai pas envie de rejeter l'Afrique simplement parce qu'elle est dominée par l'Occident, je n'ai pas envie de rejeter les Nations Unies non plus. Si Mafeje lisait davantage mes ouvrages (au lieu du *Herald Tribune* seulement), il connaîtrait ma véritable position.

Mafeje pense que je suis un afro-pessimiste parce que j'ai identifié des zones de décadence et de vulnérabilité. Au contraire, je suis un afro-optimiste parce que je trouve des idées sur la façon dont l'Afrique peut transcender ces problèmes. Le paradigme de Mafeje est davantage centré sur la CEDEAO et la SADC en tant qu'échecs. Mon paradigme, beaucoup plus optimiste, les considère comme des organisations qui ont simplement besoin de plus d'expérience, de meilleurs dirigeants et d'une volonté d'agir de façon plus créative. Nous avons également besoin d'organisations à l'échelle continentale plus efficaces. Le verbiage sans fin au sujet d'une certaine « crise d'accumulation » ne nous mènera nulle part.

De même, nous ne devons pas nous arrêter à ce qui fonctionnera dans les quel-

ques années à venir. Il est temps pour nous de planifier l'avenir de notre continent en ayant à l'esprit des perspectives à plus long terme. Cela signifie que nous devons institutionnaliser la *Pax Africana*.

### À propos de l'exil et de la domesticité

Le Dr Mafeje me reproche d'être en exil. En tant que néo-marxiste, il devrait savoir que l'exil est pour certains une situation plus créative que de rester dans leur pays. Se rappelle-t-il combien de temps Karl Marx est resté exilé de son Allemagne natale ? Plus de trente ans ! Toutes ces années qu'il a passées au British Museum étaient beaucoup plus fructueuses pour l'histoire intellectuelle du monde que s'il était resté dans son pays pour y être réduit au silence ou emprisonné. V. I. Lénine aussi a connu l'exil avant la révolution russe de 1917.

Qu'en est-il de l'ami et bienfaiteur de Marx, Friedrich Engels ? Pourquoi se préoccupait-il de gagner de l'argent dans des entreprises capitalistes à Manchester, en Angleterre, pendant que le peuple allemand était tyrannisé ? Engels aussi a trouvé l'exil beaucoup plus productif que la domesticité politique.

L'histoire fourmille de radicaux, de libéraux et d'intellectuels qui ont été contraints de s'exiler par l'intolérance des autorités au pouvoir dans leurs pays.

Tout comme l'exil n'est pas forcément improductif, rester chez soi n'est pas forcément productif non plus. De fait, en tant que Sud-africain, Mafeje aurait dû savoir qu'être établi en Afrique n'est pas une garantie qu'on est enraciné dans les réalités africaines. Les Blancs d'Afrique du Sud étaient établis en Afrique depuis des générations, mais ils étaient à tous égards des exilés raciaux. La question est de savoir si les Archie Mafeje d'Afrique sont des exilés idéologiques malgré leur présence physique en Afrique. Je suppose que si lui et moi devions nous adresser au même public sud-africain, et que moi je parle de l'ethnicité et de la race et lui de « la crise d'accumulation », je serais beaucoup plus proche du véritable nerf de la réalité sud-africaine que lui, étant donné son « vocabulaire d'exilé ». Nous pourrions, s'il le désire, faire cet essai en guise d'entraînement préalable à un débat public en Afrique du Sud ou au Kenya.

Qu'en est-il de mon propre exil physique ? Dans quelle mesure cet exil aux États-Unis est-il volontaire ? Concernant la localisa-

tion de Mafeje – se trouve-t-il en Afrique faute de pouvoir être ailleurs ?

Mafeje déclare que je ne devais pas être professeur *at-large* à l'Université de Jos alors que j'aurais pu devenir *in residence*. Il est évident qu'Archie Mafeje ne sait absolument pas que j'ai été professeur *in residence* à l'Université de Jos pendant des années. Puisqu'il connaît si peu ma vie, pourquoi prend-il la liberté de la juger ?

Il ignore que j'ai offert mes services plus d'une fois à mon ancienne université, Makerere, à Kampala, en Ouganda, et qu'on a rejeté mon offre. Il ignore qu'on ne m'a invité à donner une conférence publique sur aucun des campus du Kenya depuis la mort de Kenyatta en 1978.

Dans quelle mesure aurais-je pu m'exprimer librement au Kenya ? J'en ai fait l'expérience avec le sort réservé à mes séries télévisées. Mafeje semble ignorer que ma série télévisée, *Les Africains : un triple héritage* qui a été diffusée dans des dizaines de pays, en plusieurs langues, n'a pas été diffusée dans mon propre pays. Mafeje pense que je fréquente les grands d'Afrique. Il n'a aucune idée de ce qu'est ma vie et son lien avec les autorités kenyanes.

Etant donné qu'il me connaît si peu, personnellement, pourquoi me donne-t-il des conseils ? Je ne sais pas non plus grand-chose de sa vie. Mais j'ai entendu dire qu'il avait sollicité récemment un poste aux États-Unis. Il avait même été présélectionné. Si sa demande n'a pas abouti, on peut aisément comprendre pourquoi il cherche à transformer son échec en une vertu panafricaine. Est-il en Afrique faute de pouvoir être ailleurs ?

### À propos du pouvoir et des intellectuels

Mafeje a raison de soulever la question du pouvoir par rapport au rôle des intellectuels. Cependant, il doit résoudre certaines contradictions. Depuis la libération de Nelson Mandela, je me suis rendu chaque année en Afrique du Sud. Mes lettres de créance étaient intellectuelles et universitaires. Le Dr Mafeje voudrait sans doute savoir qui était mon hôte. En fait, j'en ai eu plusieurs sortes, entre autres des universités, des groupes religieux, une Chambre de commerce noire, un grand journal national, des groupes d'étudiants, et une organisation à but non lucratif pour la paix internationale. Il faut reconnaître que je n'ai jamais été invité par les plus démunis des Sud-Africains, en partie parce qu'ils n'ont jamais en-

tendu parler de moi. Mais je suppose qu'ils n'ont jamais entendu parler d'Archie Mafeje non plus.

Mafeje prétend que je n'ai d'échanges qu'avec les grands d'Afrique, et considère cela comme la preuve que je suis contre le peuple ! Et malgré tout, il se range soudain au côté de la décision du dictateur Abeid Karume de mettre fin à l'indépendance de Zanzibar sans consulter le peuple par référendum. Tout d'un coup, Mafeje se met du côté de la structure de pouvoir contrôlée par Karume et Julius Nyerere. Qu'en est-il de son soutien au peuple ?

Mafeje ne semble pas non plus se rendre compte que la décision de Nyerere de s'engager dans une union avec Zanzibar était en partie due à la pression du Président des États-Unis, Lyndon Johnson, et à celle du Premier ministre britannique, Sir Alec Douglas-Home. Ces deux puissances occidentales voulaient que Nyerere empêche l'émergence d'un Cuba marxiste en Afrique de l'Est. Le président Nyerere a colonisé Zanzibar en partie pour rassurer le président Lyndon Johnson des États-Unis. Je pensais que Mafeje était avec le peuple. Son instinct démocratique avait-il perdu de sa force sur la question de Zanzibar ?

On peut arguer que la structure du pouvoir en Afrique est faite de politiciens, de soldats et d'intellectuels, chaque catégorie étant définie au sens large. Les politiciens comptent sur leur art de manier les mots et sur la fraude électorale. Les soldats comptent sur l'utilisation ou la menace de la force militaire pour atteindre leurs objectifs. Les intellectuels invoquent les compétences d'un savoir-faire plus grand et le pouvoir analytique de l'esprit. Il arrive que des intellectuels comme Julius Nyerere et Léopold Senghor deviennent des politiciens. Il arrive que les trois catégories s'allient. Comment ces trois unités vont-elles répondre à l'impératif de la colonisation interafricaine ?

Ai-je été le conseiller intellectuel du président Idi Amin Dada ? Amin voulait que je joue auprès de lui le rôle qu'Henry Kissinger a joué auprès de Richard Nixon, mais j'ai réussi à me dérober à ce rôle. J'avais des sentiments confus au sujet d'Idi Amin.

Mafeje aimerait sans doute que je lui parle davantage de mon attitude à l'égard d'Idi Amin, lorsqu'il a pris le pouvoir ou par la suite. J'ai écrit un livre complet sur cette

affaire (Mazrui 1975). S'il est trop léthargique pour lire mes ouvrages, il peut continuer ses spéculations aveugles sur mes relations avec Idi Amin. J'ai forgé le terme « lumpenmilitariat » après qu'Idi Amin se fut emparé du pouvoir, et alors que je vivais toujours en Ouganda. Ce terme fut par la suite adopté par un collègue antillais de l'Université de Dar-es-Salam. Peut-être qu'un jour j'écrirai un autre livre sur le phénomène Amin.

Y'avait-il une alliance de politiques, d'intellectuels et de soldats derrière l'invasion de l'Ouganda d'Idi Amin par la Tanzanie ? Mafeje souligne certains désaccords fondamentaux en Tanzanie concernant la sagesse d'envahir l'Ouganda. Mais les différences d'opinions ne coïncidaient pas avec les divergences entre politiciens, soldats et intellectuels.

Le Dr. Mafeje essaie sans cesse de me maintenir à un niveau intellectuel ostensiblement déterminé par le Septième congrès panafricain qui s'est déroulé à Kampala en avril 1994, et auquel j'ai participé. Cependant, les organisateurs de ce Congrès avaient délibérément choisi de marginaliser les intellectuels et les chercheurs – y compris les universitaires de Makerere. J'étais étonné de voir à quel point les collègues de Makerere étaient sous-représentés dans le programme, ou même dans l'assistance. Avec d'autres chercheurs (intellectuels universitaires), nous étions relégués dans des ateliers relativement obscurs. Les rôles prépondérants étaient attribués soit aux politiciens déjà au pouvoir (un chef d'État ou un ministre des Affaires étrangères) soit aux dirigeants militaires qui se battent pour le partage du pouvoir (comme John Garang du Soudan ou Mohammed Farrah Aideed de Somalie). Est-ce que Mafeje continue d'applaudir le Septième congrès panafricain ? Voilà ce qu'il appelle soutenir le peuple, être contre la structure de pouvoir, Mafeje mue comme un caméléon en fonction de la structure de pouvoir qu'il approuve.

Je suis arrivé au Congrès de Kampala avec 30 exemplaires de mon article concernant le spectre de la recolonisation. Ces copies ont disparu sans laisser de trace – mais sans que cela n'influe en rien sur le communiqué final, personne dans le comité de rédaction n'ayant lu leur contenu. J'ai remis des exemplaires à la presse ougandaise, qui a également tardé à réagir. Chose assez étrange, l'Ouganda n'a pas prêté attention à l'article, jusqu'à ce qu'il soit publié dans la presse kenyane.

En tant qu'intellectuel avéré, Mafeje devrait savoir à présent que le lieu de publication d'un article peut modifier totalement son impact. Mon opinion concernant la recolonisation était connue en Afrique avant d'être publiée dans *The International Herald Tribune* – mais une fois qu'elle fut publiée dans *The Tribune* et dans une rubrique spécialisée du *Los Angeles Times*, même Mafeje est sorti de sa léthargie. Les intellectuels africains eux-mêmes n'ont pas les mêmes réactions devant les articles publiés dans les grands médias occidentaux et ceux qui paraissent dans des journaux et magazines africains. C'est là l'une des réalités des rapports de forces internationaux et du savoir-faire intellectuel.

Mafeje a raison de comparer les intellectuels africains aux autres intellectuels à l'étranger. Mais dans quelle mesure connaît-il réellement Edward W. Said et ses idées ? Il ne cesse d'essayer de m'opposer à Edward Said, le chercheur et homme de lettres palestinien. Je suppose que Mafeje fait confiance au jugement de ce dernier. Dans son livre *Culture et impérialisme* (1993:38), Edward Said me présentait comme « un chercheur remarquable ... dont la compétence et la crédibilité en tant qu'autorité universitaire de première classe sont incontestables ». Le professeur Said poursuit en me défendant contre les attaques furieuses du critique du *New York Time* à la télévision, John Corry. Il s'est exprimé en ces termes (Said 1993:38-39):

Voilà enfin un Africain qui apparaît à la télévision occidentale à une heure d'écoute, et qui ose accuser l'Occident de ses crimes, rouvrant ainsi un dossier considéré comme clos. Que Mazrui ait bien parlé de l'Islam, qu'il ait fait preuve d'une maîtrise de la méthode historique et de la rhétorique politique « occidentales », qu'enfin il soit apparu comme un modèle convaincant d'être humain – tout cela apportait un démenti à l'idéologie impériale reconstituée que défendait Corry, peut-être par inadvertance.

Ailleurs dans le livre, Edward Said (1993:261) me compte au nombre d'une poignée d'intellectuels dont « les recherches ont été un catalyseur pour d'autres chercheurs ». Said (1993:239) avait fait au préalable la remarque suivante dans un autre contexte :

[...] il n'est plus possible d'ignorer les travaux d'Anta Diop, Paulin

Hountondji, V.Y. Mudimbe, et Ali Mazrui, même dans l'étude la plus superficielle de l'histoire, de la politique et de la philosophie africaines.

Pourquoi Archie Mafeje essaie-t-il de tromper les lecteurs du *Bulletin du CODESRIA* en leur faisant croire qu'Edward Said et moi sommes en guerre aux plans idéologique et épistémologique ? Personnellement, j'ai toujours admiré l'œuvre de Said. Et j'ai cité ses propres paroles concernant sa solidarité avec moi en matière de recherche. Mafeje a-t-il une preuve quelconque du contraire dans les écrits de Said ? Ou bien ignore-t-il autant les écrits de Said qu'il ignore les miens ?

Bien que ce soit une bonne idée de débattre des intellectuels africains par rapport à d'autres intellectuels d'autres cultures et sociétés, nous devons partir d'un niveau de discours plus élevé que celui que le Professeur Mafeje nous a permis jusqu'ici.

### Conclusion

Malgré tout, je suis reconnaissant au Professeur Archie Mafeje d'avoir créé une situation dans laquelle j'ai dû expliquer mes concepts d'auto-colonisation et de *Pax Africana* au lecteur du *Bulletin du CODESRIA*. Je suis prêt à croire que Mafeje a réellement mal compris mon article original paru dans l'*International Herald Tribune*. Peut-être est-ce aussi le cas de William Pfaff (1995:2-6) lorsqu'il me cite dans son propre article intitulé « Un nouveau colonialisme ? » publié dans la revue américaine influente *Foreign Affair*.

Par ailleurs, Leenco Lata (1995), un Africain normalement établi au Canada, a tout à fait compris mon idée de la colonisation interafricaine, mais l'a rejetée comme étant à la fois immorale et irréalisable.

Dans le même journal kenyan, le rejet de la colonisation interafricaine par Stephen Harrison était fondé sur un argument plus singulier : si les gouvernements africains post-coloniaux ont été si incompetents pour diriger leurs propres pays, pourquoi devraient-ils être efficaces pour gouverner leurs voisins ? Pour lui, les colonisateurs européens étaient beaucoup plus efficaces.

Je pense que la solution serait de les inviter à revenir gérer le continent jusqu'à ce que la population locale ait bénéficié du temps et de la formation adéquats pour reprendre le pouvoir. Il pourrait s'agir d'un accord commer-

cial, comme lorsque les entreprises en difficulté doivent faire venir des gestionnaires qualifiés temporaires, ou lorsque des syndicats sont nommés pour gérer les affaires de société au bord de la banqueroute (Harrison 1995).

Ce point de vue est différent de celui de William Pfaff (1935) dans *Foreign Affairs*. Pfaff demandait aux puissances européennes de retourner en Afrique pour compléter leur responsabilité morale inachevée de tutelle en tant que colonisateurs. Par ailleurs, Harrison proposait de nouveaux rapports contractuels de nature commerciale entre les colonisateurs et les colonisés.

Je préfère ma position initiale de colonisation interafricaine pour des raisons de bienfaisance, de préférence sous un système comprenant un Conseil de sécurité panafricain, une Force d'urgence panafricaine, et un Haut commissariat panafricain pour les réfugiés. En supposant qu'ils survivent dans leur forme actuelle, les cinq États-pivots que je propose pour le Conseil de Sécurité Africain seraient l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigeria, le Zaïre et l'Éthiopie. À l'heure actuelle, certains d'entre eux ont davantage besoin de recevoir des soins que d'en dispenser. Mais je dois souligner que le plan que je propose pour la *Pax Africana* a des perspectives plus longues, bien dans le courant du vingt et unième siècle.

Nous autres en Afrique pouvons de temps en temps vivre avec une colonisation inter-africaine bénigne (distincte de bienfaisante) quand les arguments moraux pour ou contre se valent comme ce fut le cas en 1964 lorsque le Tanganyika annexa Zanzibar. Mais pour ce qui est de la recolonisation maligne – comme lorsque l'empereur Hailé Sélassié I mit fin unilatéralement au statut autonome de l'Érythrée, ou lorsque le Maroc voulut refuser l'auto-détermination au Sahara occidental, nous devons être sur nos gardes.

Hors de l'Afrique, l'annexion de la colonie portugaise de Goa par l'Inde en 1962 était à l'évidence bienfaisante ou bénigne, tandis que celle du Cachemire par l'Inde, au mépris de l'opposition militante des habitants eux-mêmes, continue d'être une annexion tragiquement maligne. Également maligne était l'annexion unilatérale par l'Inde, en 1975, du Timor Oriental.

Je peux comprendre pourquoi mon vieux collègue le professeur Archie Mafeje s'embrouille parfois. L'éthique de la colonisation interafricaine (ou interasiatique)



est souvent complexe. Cependant, dans notre tentative de comprendre, nous avons davantage besoin de lumière que de flamme, d'arguments que d'injures. Peut-être qu'un jour, le professeur Mafeje et moi réussirons à maîtriser nos propres émotions afin de libérer nos intellects. Et si nous maîtrisons nos sentiments afin de libérer nos intellects ? Si nous parvenions

à une telle *maîtrise de soi*, pourrions nous prévenir *l'auto-colonisation* ?

### Références

Harrison S., 1995, « Laissons les experts recoloniser l'Afrique », *Sunday Nation*, Nairobi 5 mars.

Lata L., 1995, « La prescription de Mazrui empoisonnera l'Afrique », *Sunday Nation*, Nairobi, 19 février.

Mazrui A., 1975, *Soldats et parents en Ouganda : création d'une ethnocratie militaire*, Beverly Hills, CA : Publications du SAGE, 1975.

Pfaff William, 1995, « A New Colonialism » in *Foreign Affairs*, Volume 74, No. 1, janvier-février, pp. 2-6.

Said Edwards, 1993, *Culture and Imperialism*, New York: Alfred A. Knopf, pp. 38-39.

\* *Bulletin du CODESRIA*, numéro 3, 1995 (p. 22-26).